

Chapitre 6. Secteur réel et productivité faible

Introduction

Le secteur réel, qui regroupe l'ensemble des activités productives de biens et de services, constitue le socle de toute économie nationale. C'est en son sein que se forment les richesses, que s'organisent les emplois et que se déterminent les capacités d'exportation et d'autofinancement de l'État. Dans le cas d'Haïti, l'analyse du secteur réel entre 2016 et 2025 révèle une situation paradoxale : d'un côté, une population jeune et potentiellement dynamique, des ressources agricoles et énergétiques encore sous-exploitées, une diaspora générant des flux financiers considérables ; de l'autre, une productivité structurellement faible, une désindustrialisation progressive, une dépendance accrue aux importations et un chômage massif. Ce paradoxe illustre à la fois les blocages structurels de l'économie et la pertinence de la théorie des incompatibilités des choix publics appliquée à la sphère productive.

Sur la décennie 2016–2025, le produit intérieur brut (PIB) réel haïtien a connu une croissance faible, voire négative. Selon la BRH et le FMI, le PIB s'est contracté à plusieurs reprises : en 2019, sous l'effet de la crise politique et des blocages économiques ; en 2020, avec la pandémie de COVID-19 ; et en 2022, lors de la flambée des prix mondiaux de l'énergie et de l'alimentation. En moyenne, la croissance annuelle n'a pas dépassé 1 %, un rythme très inférieur à celui des économies voisines, notamment la République dominicaine, qui a enregistré plus de 4 % sur la même période (CEPALC, 2021).

Cette croissance atone traduit l'incapacité du secteur réel à générer des gains de productivité et à diversifier les sources de richesse. La dépendance excessive vis-à-vis de la consommation,

largement financée par les transferts de la diaspora, contraste avec la faiblesse des investissements productifs et l'absence de dynamisme industriel ou agricole.

Le cœur du problème réside dans la productivité. L'agriculture, qui emploie encore près de 40 % de la population active, reste dominée par des exploitations familiales de subsistance, faiblement mécanisées et dépendantes des aléas climatiques. Le secteur industriel, autrefois porté par les zones franches et les industries d'assemblage, a perdu en compétitivité face aux coûts logistiques, à l'insécurité et à la concurrence internationale. Quant au secteur des services, bien qu'en expansion dans certaines niches (télécommunications, transferts de fonds, commerce informel), il demeure largement tourné vers la consommation et ne génère pas d'effets d'entraînement significatifs sur le reste de l'économie (Paul, 2019).

Cette faible productivité est aggravée par l'insuffisance des infrastructures — routes, ports, électricité — et par la faiblesse du capital humain, reflétée dans des indicateurs sociaux parmi les plus bas de la région. Le déficit d'investissement, déjà identifié dans l'analyse des finances publiques, se traduit directement par une stagnation du secteur productif.

Les transferts de la diaspora, représentant plus de 30 % du PIB sur la période (Orozco & Jewers, 2019), constituent un apport financier majeur, mais leur impact sur le secteur productif demeure limité. L'essentiel de ces flux est consacré à la consommation des ménages, renforçant la dépendance aux importations, sans se transformer en investissements productifs. Ce paradoxe illustre une nouvelle incompatibilité : la manne financière extérieure, qui devrait constituer un levier pour le développement, se transforme en facteur de dépendance et d'atonie productive.

Le secteur réel haïtien est l'espace où les incompatibilités des choix publics apparaissent de manière particulièrement tangible :

- Répondre aux besoins immédiats de consommation grâce aux transferts et aux importations entretient la paix sociale à court terme, mais empêche l'émergence d'une production nationale compétitive ;
- Favoriser la compétitivité par une politique industrielle et agricole ambitieuse exigerait des investissements massifs et des réformes structurelles, mais ces efforts se heurtent aux contraintes budgétaires et à l'instabilité politique ;
- Soutenir l'emploi et les revenus des ménages suppose de stimuler la production locale, mais celle-ci reste freinée par la faible productivité et la dépendance aux importations, ce qui crée un cercle vicieux difficile à rompre.

Ce chapitre s'attachera à examiner de manière détaillée la dynamique du secteur réel haïtien entre 2016 et 2025. Dans un premier temps, il analysera la trajectoire du PIB et de ses principales composantes, en mettant en lumière la stagnation de la production nationale. Ensuite, il se concentrera sur le rôle de l'agriculture, de l'industrie et des services, en montrant comment chacun de ces secteurs illustre, à sa manière, la fragilité de la productivité et les tensions structurelles de l'économie. Enfin, il explorera les conséquences sociales de cette faiblesse du secteur réel, notamment en matière d'emploi, de pauvreté et de vulnérabilité des ménages.

En définitive, l'examen du secteur réel permettra de démontrer que la stagnation économique haïtienne n'est pas simplement le produit de chocs exogènes ou de crises politiques, mais la manifestation d'un système productif structurellement limité, pris

dans un faisceau d'incompatibilités qui empêchent la construction d'une trajectoire de développement cohérente.

1. Inflation et pouvoir d'achat

L'un des traits les plus marquants de l'économie haïtienne entre 2016 et 2025 est la persistance d'une inflation élevée, récurrente et difficilement maîtrisable. Loin de n'être qu'un phénomène conjoncturel, cette inflation chronique traduit à la fois les fragilités structurelles de l'économie nationale, les déséquilibres budgétaires et monétaires, ainsi que la dépendance extrême aux importations. Ses effets sur le pouvoir d'achat des ménages ont été dévastateurs, accentuant la pauvreté, aggravant les inégalités sociales et renforçant la défiance envers la monnaie nationale.

1.1. Une inflation structurelle et persistante

L'économie haïtienne au cours de la décennie 2016–2025 est marquée par une inflation structurelle et persistante, oscillant en moyenne entre 15 et 25 % par an, avec des pics supérieurs lors des périodes de forte dépréciation de la gourde ou de crises d'approvisionnement (BRH, 2016–2025; FMI, 2022). Loin d'être un phénomène conjoncturel lié à des chocs temporaires, cette inflation traduit des déséquilibres profonds, enracinés dans la dépendance externe, la faiblesse de l'appareil productif et l'incapacité de la gouvernance économique à articuler de manière cohérente les objectifs sociaux et macroéconomiques.

Les causes de cette inflation sont multiples et interconnectées. La première réside dans la dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, qui expose le pays aux fluctuations des prix internationaux et du taux de change. Chaque dépréciation de la gourde se traduit par une augmentation automatique du coût des produits de base, avec un effet immédiat sur le panier de consommation des ménages (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). La transmission rapide de ces chocs reflète la fragilité des

circuits logistiques et la prédominance des acteurs commerciaux dans la formation des prix.

La deuxième cause est liée au financement monétaire des déficits publics. Confronté à une faible mobilisation des recettes et à des dépenses courantes rigides, l'État a eu recours à la création monétaire via les avances de la Banque de la République d'Haïti (BRH). Cette expansion de la masse monétaire, dans un contexte de faible productivité et d'offre domestique insuffisante, alimente directement la hausse des prix (FMI, 2022). En ce sens, l'inflation haïtienne illustre une tension permanente entre les impératifs sociaux de court terme et les exigences de stabilité macroéconomique.

La troisième cause est institutionnelle et structurelle. La dollarisation avancée de l'économie limite l'efficacité des instruments de politique monétaire : les taux d'intérêt élevés ou la contraction de la liquidité en gourdes n'ont qu'un effet limité sur la dynamique globale des prix, largement déterminée par les transactions en dollars (BRH, 2016–2025). De plus, la faiblesse des régulations publiques sur les marchés de biens essentiels favorise la spéculation et accentue les fluctuations de prix.

Les effets de cette inflation persistante sont particulièrement déstabilisants sur le plan social. Elle fragilise le pouvoir d'achat des ménages, accroît les inégalités entre ceux qui disposent de revenus en dollars (diaspora, secteur formel inséré dans l'économie internationale) et ceux qui dépendent exclusivement de revenus en gourdes. Elle alimente également un climat de défiance vis-à-vis de l'État et des institutions monétaires, renforçant l'instabilité politique et sociale (Fatton, 2021).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), l'inflation structurelle haïtienne constitue un révélateur paradigmatique des arbitrages impossibles

auxquels est confronté l'État. Réduire l'inflation par une politique monétaire restrictive compromet l'investissement et accentue la récession ; soutenir la demande sociale et financer les déficits accroît la masse monétaire et relance l'inflation. Chaque tentative de stabilisation crée une instabilité ailleurs, confirmant que l'inflation en Haïti est moins une défaillance technique qu'une expression systémique des incompatibilités structurelles de l'économie nationale.

En somme, l'inflation en Haïti est à la fois une conséquence et un facteur de reproduction des déséquilibres économiques et sociaux. Tant que la dépendance externe, la faiblesse productive et la fragilité institutionnelle ne seront pas résorbées, elle continuera d'agir comme un frein majeur à la cohésion sociale et au développement, confirmant son caractère structurel et persistant.

1.2. La transmission directe à la consommation des ménages

L'une des spécificités de l'inflation haïtienne au cours de la période 2016–2025 réside dans sa transmission quasi immédiate à la consommation des ménages. Dans un contexte où plus de la moitié des dépenses des ménages est consacrée à l'alimentation et à l'énergie, toute hausse des prix des biens importés ou des services de base se répercute directement sur le panier de consommation, sans amortisseur institutionnel significatif (IHSI, 2022). Cette transmission rapide accentue la vulnérabilité sociale et explique en grande partie le caractère explosif des tensions autour de la question du coût de la vie.

La dépendance structurelle du pays aux importations alimentaires et énergétiques constitue un facteur central de cette transmission. Plus de 60 % des denrées alimentaires consommées localement et la quasi-totalité des produits pétroliers proviennent de l'extérieur (Banque mondiale, 2020). Chaque variation du taux de change ou des cours mondiaux se traduit par une hausse des prix intérieurs, que les commerçants répercutent immédiatement sur les

consommateurs finaux. La spéculation et l'absence de régulation effective des marchés renforcent encore cette dynamique : la moindre rumeur de pénurie suffit à déclencher une flambée des prix au détail (Paul, 2019).

L'économie haïtienne est également caractérisée par une faible capacité de substitution locale. La production agricole nationale, peu mécanisée et vulnérable aux chocs climatiques, ne permet pas de compenser les hausses des importations. De même, l'absence d'un secteur énergétique diversifié empêche de réduire la dépendance aux produits pétroliers. Cette incapacité structurelle de l'appareil productif renforce l'effet direct de l'inflation importée sur la consommation des ménages (MEF, 2021).

Sur le plan social, cette transmission immédiate fragilise particulièrement les ménages à faibles revenus, dont le budget est presque entièrement absorbé par les dépenses incompressibles. Contrairement aux catégories disposant de revenus en dollars ou de stratégies de protection (épargne en devises, transferts de la diaspora), la majorité des ménages dépendant exclusivement de la gourde voient leur pouvoir d'achat s'effondrer lors de chaque épisode de hausse des prix (BRH, 2016–2025). Cette situation alimente des inégalités croissantes entre groupes sociaux et contribue à la déstructuration du tissu social.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la transmission directe de l'inflation à la consommation illustre une contradiction majeure : stabiliser les prix par des politiques restrictives réduit le pouvoir d'achat à court terme en freinant l'activité et en aggravant le chômage ; à l'inverse, soutenir la demande sociale par des subventions ou des financements monétaires alimente la spirale inflationniste. Ainsi, les politiques publiques se trouvent piégées dans un arbitrage impossible entre la protection immédiate des ménages et la soutenabilité macroéconomique.

La transmission directe de l'inflation à la consommation des ménages constitue l'une des manifestations les plus tangibles du régime d'incompatibilités structurelles en Haïti. Elle révèle que, faute de capacités productives internes et d'instruments institutionnels de régulation, toute fluctuation externe se transforme en choc social immédiat. Tant que cette dynamique ne sera pas brisée par une stratégie de renforcement de la production locale et de protection sociale ciblée, le pays restera prisonnier d'une vulnérabilité chronique qui alimente la pauvreté et l'instabilité.

1.3. Érosion du pouvoir d'achat et aggravation des inégalités

L'inflation persistante qui caractérise l'économie haïtienne au cours de la décennie 2016–2025 a eu pour effet direct une érosion continue du pouvoir d'achat des ménages, accentuant les inégalités sociales déjà profondes. Dans un contexte où le salaire minimum et les revenus agricoles ou informels évoluent beaucoup plus lentement que les prix des biens de consommation, la majorité de la population subit une dégradation constante de ses conditions de vie (IHSI, 2022; BRH, 2016–2025).

La première manifestation de cette érosion se situe au niveau du panier alimentaire. Plus de 50 % des dépenses des ménages haïtiens sont consacrées à l'alimentation, ce qui rend leur consommation extrêmement sensible à la hausse des prix des denrées de base (riz, maïs, farine, huile, sucre). Or, ces produits sont en grande partie importés, et leur coût dépend directement de la volatilité du taux de change et des prix internationaux (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). Chaque dépréciation de la gourde entraîne ainsi une flambée immédiate du coût de la vie, frappant de plein fouet les ménages pauvres dont les revenus sont exclusivement en monnaie nationale.

La deuxième manifestation réside dans l'inégalité de résilience face à l'inflation. Tandis que les ménages bénéficiant de transferts

de la diaspora, de revenus en dollars ou d'activités liées au commerce international disposent de moyens de protection partielle contre l'inflation, la grande majorité de la population, dépendante de revenus locaux en gourdes, n'a aucune capacité d'ajustement (FMI, 2022). L'inflation devient alors un facteur d'aggravation des inégalités : elle creuse l'écart entre une minorité insérée dans l'économie globalisée et la majorité exclue, dépendante des circuits locaux et informels.

Cette dynamique entraîne également une polarisation sociale accrue. Les classes moyennes, déjà fragiles, sont particulièrement touchées : leurs revenus, souvent fixés en gourdes et faiblement indexés, ne suivent pas la progression rapide des prix. Nombre de ménages basculent ainsi vers la pauvreté, contribuant à l'érosion de la base sociale intermédiaire indispensable à la stabilité politique et économique (Fatton, 2021). L'inflation ne se contente donc pas de réduire le pouvoir d'achat : elle modifie la structure sociale elle-même, en élargissant la fracture entre une élite protégée et une majorité appauvrie.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), l'érosion du pouvoir d'achat et l'aggravation des inégalités illustrent un dilemme insoluble : protéger les ménages par des subventions ou des hausses salariales alimente les déficits et la création monétaire, donc l'inflation ; à l'inverse, contenir l'inflation par une politique monétaire restrictive limite l'accès au crédit, freine la croissance et accroît le chômage. L'État est ainsi prisonnier d'un régime où chaque réponse à l'inflation se traduit par une aggravation des déséquilibres sociaux ou macroéconomiques.

L'inflation en Haïti agit comme un mécanisme de redistribution régressive : elle transfère les coûts de l'instabilité économique vers les ménages les plus vulnérables, accentuant la pauvreté et fragilisant les classes moyennes. Loin d'être un simple indicateur

macroéconomique, elle constitue un facteur de déstructuration sociale et politique, confirmant son rôle central dans le régime d'incompatibilités structurelles qui empêche la construction d'une trajectoire inclusive de développement.

1.4. Inflation, pouvoir d'achat et incompatibilités des choix publics

L'inflation persistante en Haïti, combinée à l'érosion continue du pouvoir d'achat et à l'aggravation des inégalités, constitue une illustration paradigmatique du régime d'incompatibilités des choix publics. Dans un pays où la majorité des ménages consacre plus de la moitié de son revenu à l'alimentation et à l'énergie, toute hausse de prix engendre un choc social immédiat, fragilisant à la fois la cohésion sociale et la légitimité de l'État (IHSI, 2022). La gestion de l'inflation ne peut donc être comprise uniquement comme un enjeu macroéconomique : elle est aussi, et peut-être surtout, une question de gouvernance publique et de justice sociale.

Face à cette situation, l'État haïtien se trouve enfermé dans une logique d'arbitrages impossibles. Adopter une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation — en relevant les taux d'intérêt ou en réduisant la masse monétaire — contribue certes à ralentir la hausse des prix, mais au prix d'une contraction du crédit, d'un freinage de l'investissement et d'un affaiblissement de l'emploi (FMI, 2022). À l'inverse, privilégier les besoins sociaux immédiats par le financement monétaire des déficits ou par des subventions massives permet de soutenir temporairement la demande, mais alimente la spirale inflationniste et accentue la dépréciation de la gourde (MEF, 2021).

Ce dilemme est d'autant plus aigu que l'inflation frappe de manière différenciée les groupes sociaux. Les ménages insérés dans les circuits internationaux — grâce aux transferts de la

diaspora ou aux revenus en dollars — disposent d'un amortisseur relatif face à la hausse des prix, tandis que la grande majorité des ménages, dépendants exclusivement de revenus en gourdes, subit une perte de pouvoir d'achat sans possibilité de protection (Fatton, 2021; Paul, 2019). Ainsi, l'inflation devient non seulement un problème macroéconomique, mais aussi un mécanisme de reproduction des inégalités sociales et un facteur de polarisation.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), l'inflation haïtienne traduit une incompatibilité systémique entre trois objectifs : stabiliser la monnaie, protéger le pouvoir d'achat et soutenir l'investissement productif. Toute tentative de privilégier un objectif compromet les deux autres, empêchant l'État de construire une stratégie cohérente. L'inflation, loin d'être un simple indicateur économique, devient le lieu où se manifeste le plus clairement l'impossibilité de concilier simultanément les impératifs de stabilité, de croissance et de justice sociale.

En définitive, l'inflation et l'érosion du pouvoir d'achat en Haïti ne sont pas seulement les symptômes d'une économie dépendante et fragile : elles constituent l'expression tangible d'un régime d'incompatibilités structurelles. Tant que cette dynamique ne sera pas transformée par des politiques articulant stabilité macroéconomique, protection sociale et relance productive, l'inflation continuera d'agir comme un mécanisme central de reproduction des déséquilibres et d'aggravation de la vulnérabilité sociale.

2. Indices de production (primaire, secondaire, tertiaire)

La dynamique du secteur réel haïtien entre 2016 et 2025 peut être analysée à travers l'évolution des indices de production des trois grands secteurs de l'économie : primaire (agriculture, pêche,

exploitation forestière), secondaire (industrie et construction) et tertiaire (services marchands et non marchands). Ces indices, compilés par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH), révèlent une trajectoire marquée par la stagnation et les vulnérabilités structurelles, où les gains de productivité sont rares et où la dépendance externe se consolide.

2.1. Le secteur primaire : une agriculture de subsistance en crise

Le secteur primaire haïtien, dominé par l'agriculture, demeure l'un des piliers de l'économie nationale, tant par son rôle social que par son poids dans l'emploi. Plus de 40 % de la population active travaille dans ce secteur, et une large majorité des ménages ruraux en dépend pour leur subsistance (IHSI, 2022). Pourtant, loin de constituer un moteur de développement, l'agriculture haïtienne est enfermée dans une crise structurelle, marquée par une faible productivité, une vulnérabilité aiguë aux aléas climatiques et une incapacité chronique à répondre à la demande alimentaire nationale.

Historiquement, l'agriculture haïtienne s'est construite sur un modèle de subsistance, caractérisé par des exploitations familiales de petite taille, souvent inférieures à un hectare, faiblement mécanisées et dépendantes de techniques traditionnelles (Paul, 2019). Cette structure foncière fragmentée limite les économies d'échelle et entrave toute modernisation significative. De plus, l'absence d'investissements publics dans l'irrigation, les infrastructures rurales et l'accès aux intrants agricoles a contribué à maintenir la productivité à des niveaux très bas, bien en deçà des standards régionaux (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

À ces contraintes structurelles s'ajoute la pression environnementale. Le pays, marqué par une déforestation massive et une érosion des sols, voit ses terres agricoles se dégrader

rapidement. Les catastrophes naturelles — ouragans, inondations, sécheresses — affectent régulièrement la production, accentuant l'insécurité alimentaire. La vulnérabilité climatique, combinée à l'absence de politiques de prévention et de résilience, fragilise encore davantage un secteur déjà en crise (Fatton, 2021).

La dépendance croissante aux importations alimentaires constitue un autre symptôme de cette crise. Alors que l'agriculture pourrait assurer une part importante de l'autosuffisance, le pays importe plus de 60 % de ses denrées alimentaires de base, notamment le riz, devenu emblématique de cette dépendance (IHSI, 2022). Cette dépendance aggrave la vulnérabilité des ménages aux fluctuations du taux de change et aux prix internationaux, renforçant l'effet direct de l'inflation sur la consommation (BRH, 2016–2025).

L'agriculture haïtienne illustre ainsi un cercle vicieux : faute de productivité, elle ne parvient pas à satisfaire la demande nationale ; cette faiblesse accroît la dépendance aux importations ; la dépendance fragilise les ménages face aux chocs externes ; et cette fragilité alimente à son tour la pauvreté et l'exode rural. Dans ce contexte, l'agriculture ne remplit plus son rôle de stabilisateur social, mais devient un facteur de vulnérabilité et de marginalisation.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la crise du secteur primaire illustre une contradiction majeure : les politiques sociales visent à soutenir les populations rurales, mais sans transformer structurellement l'appareil productif ; les investissements publics, rares et dispersés, privilégient souvent l'assistance plutôt que la productivité. Toute tentative de modernisation exige des ressources considérables, incompatibles avec les contraintes budgétaires actuelles, tandis que le statu quo perpétue la dépendance alimentaire et la pauvreté.

Ainsi, le secteur primaire haïtien demeure un secteur stratégique, mais en crise profonde. L'agriculture, loin de constituer un levier de développement, reflète la fragilité institutionnelle et économique du pays. Sa transformation est essentielle pour briser le régime d'incompatibilités structurelles, mais elle suppose une réorientation radicale des choix publics, articulant sécurité alimentaire, modernisation productive et durabilité environnementale.

2.2. Le secteur secondaire : désindustrialisation et stagnation de la construction

Le secteur secondaire haïtien, qui regroupe l'industrie manufacturière, l'artisanat et la construction, connaît depuis plusieurs décennies une dynamique de désindustrialisation lente et continue, aggravée au cours de la période 2016–2025. Alors qu'il devrait constituer un moteur de diversification productive et un levier de création d'emplois formels, ce secteur reste limité, vulnérable et largement dépendant des fluctuations externes.

L'industrie manufacturière est dominée par la sous-traitance textile, concentrée dans les zones franches et orientée quasi exclusivement vers l'exportation vers les États-Unis dans le cadre des accords HOPE et HELP (Banque mondiale, 2020). Bien que ce segment représente une source importante de devises et emploie environ 50 000 travailleurs, il demeure caractérisé par une faible valeur ajoutée, une dépendance à des chaînes de production globales et une grande vulnérabilité aux variations de la demande internationale et aux tensions politiques internes (IHSI, 2022). Hors de ce créneau, l'industrie haïtienne reste marginale : la production locale est entravée par le coût élevé de l'énergie, la faiblesse des infrastructures, l'absence d'investissements technologiques et la concurrence des importations bon marché, souvent subventionnées à l'étranger (Paul, 2019).

La désindustrialisation se traduit également par la fermeture progressive de nombreuses unités de production locales, incapables de résister à la libéralisation commerciale entamée dans les années 1990. La réduction des droits de douane, combinée à l'absence de politiques de protection ou de soutien aux producteurs nationaux, a provoqué un effondrement de segments entiers de l'industrie, notamment dans l'agroalimentaire et la transformation de produits agricoles (Fatton, 2021). Ce processus, loin de favoriser la compétitivité, a renforcé la dépendance aux importations et fragilisé le tissu productif local.

Le secteur de la construction, qui aurait pu jouer un rôle moteur dans l'accumulation de capital et la création d'emplois, demeure lui aussi en stagnation. Après une courte phase de dynamisme consécutive au séisme de 2010, alimentée par les flux d'aide internationale, la construction a rapidement décliné, faute de financements publics et privés suffisants (BRH, 2016–2025). Les projets d'infrastructures sont largement dépendants des bailleurs internationaux et souvent retardés par l'instabilité politique, les problèmes fonciers et la corruption. En conséquence, la construction n'a pas pu se constituer en secteur structurant de l'économie, mais reste une activité ponctuelle et vulnérable aux aléas conjoncturels.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la désindustrialisation et la stagnation de la construction illustrent une contradiction fondamentale : d'un côté, l'ouverture commerciale et les politiques de rigueur budgétaire, exigées par les bailleurs, réduisent les marges de soutien à l'industrie nationale ; de l'autre, la dépendance aux importations et à l'aide internationale empêche l'émergence d'un secteur secondaire robuste. Ainsi, l'État est confronté à un dilemme insoluble : protéger les producteurs locaux au risque de

violer les engagements internationaux, ou privilégier l'ouverture en sacrifiant la base productive nationale.

Le secteur secondaire haïtien, loin de jouer son rôle d'accélérateur de développement, est devenu le symbole d'une économie fragilisée, où l'industrie se réduit à la sous-traitance textile et où la construction demeure dépendante de financements externes sporadiques. Cette double dynamique de désindustrialisation et de stagnation reflète un régime d'incompatibilités structurelles, qui empêche la mise en place d'une stratégie cohérente de transformation productive et condamne le pays à une dépendance économique accrue.

2.3. Le secteur tertiaire : croissance apparente, fragilité réelle

Le secteur tertiaire constitue aujourd'hui le principal moteur de l'économie haïtienne, représentant près de 60 % du produit intérieur brut (PIB) au cours de la période 2016–2025 (IHSI, 2022). Sa progression régulière lui confère une croissance apparente, qui pourrait être interprétée comme un signe de dynamisme et de modernisation. Pourtant, derrière cette expansion statistique se cache une fragilité structurelle : le tertiaire haïtien est dominé par le commerce, largement informel et dépendant des importations, tandis que les services productifs et à forte valeur ajoutée demeurent embryonnaires.

La croissance du tertiaire s'explique principalement par le développement du commerce de biens importés, qui absorbe l'essentiel des flux financiers et occupe une grande partie de la population urbaine (BRH, 2016–2025). Cette dynamique reflète moins une transformation productive qu'une extension des activités de distribution et de revente, souvent à petite échelle. Le secteur commercial est ainsi marqué par la prédominance de l'informalité, incarnée notamment par les marchés publics et le rôle central des *madan sara*, ces commerçantes itinérantes qui

assurent une large part de la circulation des biens alimentaires (Paul, 2019). Cette informalité, si elle témoigne d'une résilience sociale remarquable, limite la fiscalisation, réduit la productivité et empêche l'accumulation de capital.

Les services financiers et télécoms, bien qu'en croissance, restent inégalement répartis et faiblement connectés à l'économie productive. Si la téléphonie mobile et les transferts monétaires électroniques se sont développés rapidement, notamment grâce aux envois de la diaspora, ces services demeurent concentrés dans les zones urbaines et n'ont pas généré de transformation structurelle du tissu productif (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). De même, les services publics tels que l'éducation, la santé ou l'énergie souffrent d'un sous-financement chronique et de profondes inégalités territoriales.

La fragilité du tertiaire se révèle également dans sa dépendance externe. Une grande partie de son dynamisme repose sur les transferts privés de la diaspora, qui représentent environ 30 % du PIB (FMI, 2022). Ces transferts soutiennent la consommation intérieure, mais ne s'accompagnent pas d'un investissement productif massif. Le tertiaire apparaît ainsi comme un secteur d'absorption des flux financiers plutôt que comme un moteur d'accumulation et de diversification.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics, la croissance apparente du secteur tertiaire traduit une contradiction fondamentale : l'expansion de la consommation et du commerce urbain repose sur des ressources externes (importations, transferts), tandis que l'appareil productif national stagne. L'État est ainsi pris dans un arbitrage impossible : soutenir la consommation par des politiques sociales et l'ouverture commerciale accroît la dépendance externe et fragilise la balance des paiements ; à l'inverse, restreindre les importations pour

favoriser la production locale provoquerait des tensions sociales en réduisant l'accès aux biens de première nécessité.

En somme, le secteur tertiaire haïtien illustre l'ambivalence d'une croissance sans transformation : il contribue à l'urbanisation et au dynamisme des échanges, mais il n'assure pas la construction d'une base productive et durable. Cette croissance apparente, reposant sur l'informalité et la dépendance externe, masque une fragilité réelle qui perpétue la vulnérabilité structurelle du pays et confirme l'existence d'un régime d'incompatibilités des choix publics.

2.4. L'expression d'une triple incompatibilité

L'analyse du secteur réel en Haïti au cours de la période 2016–2025 met en évidence une triple incompatibilité structurelle qui illustre, de manière exemplaire, le régime des arbitrages impossibles au cœur de l'économie haïtienne. Cette triple incompatibilité se situe à l'intersection de trois dimensions : l'équilibre social, la viabilité macroéconomique et la transformation productive. Chacune de ces dimensions est cruciale, mais leur articulation demeure problématique, car les choix publics tendent à privilégier l'une au détriment des deux autres.

La première incompatibilité oppose les objectifs sociaux immédiats à la consolidation macroéconomique. Dans un pays marqué par une pauvreté massive, les gouvernements successifs ont été contraints de privilégier des politiques sociales de court terme — subventions sur les carburants, aides alimentaires, transferts ponctuels — pour éviter des explosions sociales (MEF, 2021; FMI, 2022). Ces mesures, bien qu'indispensables pour maintenir une stabilité minimale, alimentent le déficit budgétaire, accentuent la dépendance aux importations et contribuent à l'inflation, fragilisant ainsi l'équilibre macroéconomique (BRH, 2016–2025).

La deuxième incompatibilité réside dans la tension entre stabilité macroéconomique et financement de la production. La Banque de la République d'Haïti (BRH), confrontée à une inflation chronique et à une forte dollarisation, adopte une politique monétaire restrictive visant à contenir la liquidité et à préserver la valeur de la gourde. Mais cette stratégie, si elle contribue à réduire les pressions inflationnistes, limite drastiquement le crédit disponible pour les secteurs productifs, en particulier l'agriculture et l'industrie (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). L'instrument de stabilisation devient ainsi un frein à la transformation productive.

La troisième incompatibilité oppose politiques productives et justice sociale. Les rares initiatives visant à soutenir les secteurs stratégiques (subventions agricoles, soutien à l'énergie ou programmes d'infrastructures) bénéficient souvent de manière inégale aux acteurs économiques. Les grands importateurs, les élites urbaines ou les entreprises de sous-traitance captent une grande partie des ressources disponibles, tandis que les ménages ruraux et les travailleurs informels demeurent marginalisés (Fatton, 2021; Paul, 2019). Cette inégale répartition renforce les inégalités sociales et fragilise la cohésion nationale, limitant l'acceptabilité politique de toute réforme.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), cette triple incompatibilité constitue le cœur du régime économique haïtien. Stabiliser la monnaie et contenir l'inflation compromet l'investissement productif et accentue la pauvreté ; soutenir la consommation sociale alimente les déséquilibres macroéconomiques et accroît la dépendance externe ; investir dans la production sans mécanismes d'inclusion sociale renforce les inégalités et fragilise la légitimité politique. Chaque dimension prise isolément semble rationnelle, mais leur

combinaison se révèle incohérente, produisant un système d'arbitrages impossibles.

En définitive, le secteur réel haïtien reflète une triple incompatibilité structurelle : entre social et macroéconomie, entre stabilisation et production, entre productivité et inclusion. Cette configuration explique l'incapacité chronique de l'économie à enclencher un cercle vertueux de croissance inclusive. Tant que cette triple contradiction ne sera pas transformée en compatibilité construite par une refondation des choix publics, l'économie haïtienne restera enfermée dans une logique de survie et de dépendance.

3. Études de cas : agriculture, énergie, sous-traitance textile

L'analyse sectorielle du réel productif haïtien révèle trois domaines particulièrement significatifs pour comprendre les fragilités structurelles et les incompatibilités des choix publics : l'agriculture, l'énergie et la sous-traitance textile. Chacun de ces secteurs illustre, à sa manière, la difficulté à concilier les impératifs sociaux, économiques et internationaux dans un cadre de développement cohérent.

3.1. Agriculture : entre insécurité alimentaire et dépendance extérieure

Le secteur agricole haïtien, longtemps présenté comme la base de la subsistance nationale, se trouve aujourd'hui pris dans une contradiction structurelle : alors qu'il mobilise une part significative de la population active et reste essentiel à la sécurité alimentaire, il est devenu le symbole d'une insécurité alimentaire persistante et d'une dépendance extérieure croissante. Loin de garantir l'autosuffisance, l'agriculture haïtienne contribue, par sa faiblesse, à exposer la population aux chocs internationaux et à accentuer la vulnérabilité sociale.

Les indicateurs montrent une détérioration continue de la production locale. La productivité agricole demeure l'une des plus faibles de la région, en raison du morcellement foncier, du manque d'intrants modernes, de l'absence de mécanisation et du déficit chronique d'investissements publics (IHSI, 2022; CEPALC, 2021). L'agriculture de subsistance, dominée par de petites exploitations, n'arrive pas à couvrir la demande intérieure. De fait, Haïti importe plus de 60 % de ses besoins alimentaires, en particulier le riz, qui est devenu l'aliment de base des ménages urbains (Banque mondiale, 2020). Cette dépendance expose directement la sécurité alimentaire nationale aux variations du taux de change et aux fluctuations des prix internationaux.

L'insécurité alimentaire est désormais une réalité structurelle. Selon la FAO et le PAM, près de 4,9 millions d'Haïtiens — soit près de la moitié de la population — étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2022, un chiffre qui s'est accentué avec les chocs liés à la pandémie, à l'instabilité politique et à l'inflation persistante (FMI, 2022). Les ménages ruraux, paradoxalement producteurs agricoles, figurent parmi les plus vulnérables, car leur production est insuffisante pour couvrir leurs besoins et leur insertion dans les marchés reste limitée.

La dépendance extérieure, loin de se limiter à l'importation de denrées, concerne aussi les politiques agricoles elles-mêmes. Nombre de programmes de développement rural sont financés et pilotés par des bailleurs de fonds internationaux, souvent dans une logique fragmentée et sans réelle coordination nationale (Paul, 2019). Cette tutelle extérieure renforce la dépendance et empêche la mise en place d'une stratégie agricole souveraine et cohérente. L'absence d'articulation entre politiques publiques, besoins locaux et priorités internationales se traduit par des résultats

limités, incapables de réduire significativement l'insécurité alimentaire.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), la situation agricole haïtienne illustre une incompatibilité majeure : protéger les ménages par des importations massives permet de réduire temporairement l'insécurité alimentaire, mais affaiblit la production locale et accroît la dépendance extérieure ; soutenir la production locale exigerait des investissements publics massifs, incompatibles avec les contraintes budgétaires et les exigences des bailleurs. Ce dilemme perpétue une logique de survie, où chaque réponse à court terme renforce les blocages structurels.

Ainsi, l'agriculture haïtienne se trouve piégée entre insécurité alimentaire et dépendance extérieure. Elle n'assure plus sa fonction traditionnelle de stabilisation sociale, mais devient au contraire un facteur de fragilité, en exposant la population aux chocs extérieurs et en accentuant la vulnérabilité interne. Sa transformation apparaît comme une condition indispensable pour rompre le régime d'incompatibilités structurelles et amorcer une trajectoire de développement souverain et inclusif.

3.2. Énergie : un secteur stratégique sous tension

Le secteur énergétique haïtien, pilier indispensable de toute stratégie de développement, se trouve dans une situation de tension permanente au cours de la période 2016–2025. Essentiel à la productivité, à l'investissement et au bien-être des ménages, il est marqué par une dépendance quasi totale aux importations pétrolières, une gouvernance déficiente et une incapacité chronique à répondre à la demande croissante. Ce secteur stratégique, loin de constituer un levier de modernisation, est devenu l'un des principaux goulots d'étranglement de l'économie nationale.

La première caractéristique du système énergétique haïtien est sa dépendance au pétrole importé. Près de 80 % de la consommation énergétique du pays repose sur les produits pétroliers, utilisés aussi bien pour la production d'électricité que pour le transport (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). Cette dépendance structurelle rend l'économie nationale extrêmement vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux et aux variations du taux de change. Chaque hausse du prix du baril se répercute immédiatement sur le coût de l'électricité, des transports et des biens importés, alimentant l'inflation et accentuant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages (BRH, 2016–2025).

La deuxième caractéristique réside dans la crise chronique de l'approvisionnement et de la distribution. Les pannes fréquentes d'électricité, les délestages prolongés et les pénuries de carburant affectent régulièrement la vie économique et sociale. La dépendance à l'importation, combinée aux difficultés logistiques et à la corruption dans le secteur des hydrocarbures, entraîne des ruptures récurrentes qui paralysent la production industrielle, perturbent le fonctionnement des services publics et alimentent la contestation sociale (FMI, 2022).

En parallèle, la faiblesse institutionnelle et financière d'EDH (Électricité d'Haïti) accentue les tensions. L'entreprise publique souffre d'un déficit chronique : moins de 40 % de l'électricité produite est effectivement facturée et payée, en raison des pertes techniques, des branchements illégaux et d'une faible capacité de recouvrement (MEF, 2021). Les subventions massives allouées pour compenser ce déficit grèvent le budget de l'État, réduisant les marges pour l'investissement dans d'autres secteurs stratégiques.

Malgré ce constat, les énergies renouvelables — solaire, hydraulique, éolien — demeurent largement sous-exploitées, alors même que le pays dispose d'un potentiel considérable

(Banque mondiale, 2020). Les initiatives en ce sens, souvent portées par des ONG ou des projets pilotes financés par des bailleurs, peinent à se déployer à grande échelle, faute de coordination, de financements durables et de vision stratégique.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics, le secteur énergétique illustre une contradiction structurelle : maintenir les subventions pour contenir les tensions sociales alourdit le déficit budgétaire et empêche les investissements productifs ; réduire les subventions pour équilibrer les comptes accroît le coût de la vie et alimente la contestation sociale ; investir massivement dans les énergies renouvelables supposerait des ressources considérables, incompatibles avec les contraintes budgétaires actuelles. Chaque option révèle un arbitrage impossible entre stabilité sociale, discipline financière et souveraineté énergétique.

Le secteur énergétique haïtien est devenu un symbole de vulnérabilité structurelle. Sa dépendance au pétrole, son inefficacité institutionnelle et son incapacité à se diversifier perpétuent un modèle insoutenable, qui freine la croissance et fragilise la cohésion sociale. Tant que cette tension ne sera pas dépassée par une stratégie intégrée articulant transition énergétique, réforme institutionnelle et justice sociale, l'énergie restera un facteur d'instabilité et un révélateur du régime d'incompatibilités structurelles qui traverse l'économie haïtienne.

3.3. Sous-traitance textile : moteur d'exportations, faiblesse sociale

La sous-traitance textile occupe une place paradoxale dans l'économie haïtienne : elle représente le principal moteur d'exportations et de recettes en devises, mais elle demeure caractérisée par une extrême faiblesse sociale et une contribution limitée au développement structurel. Ce secteur, concentré dans les zones franches industrielles, illustre les tensions entre insertion

dans l'économie mondiale et incapacité à générer une croissance inclusive et durable.

Sur le plan économique, la sous-traitance textile constitue le pilier des exportations haïtiennes. Plus de 80 % des exportations du pays proviennent de ce secteur, principalement à destination des États-Unis, dans le cadre des accords HOPE et HELP, qui garantissent un accès préférentiel au marché américain (Banque mondiale, 2020; FMI, 2022). Cette orientation externe fournit une source importante de devises et contribue à stabiliser, dans une certaine mesure, la balance des paiements. En termes d'emploi, environ 50 000 travailleurs, majoritairement des femmes, sont employés dans les usines de textile, ce qui fait de ce secteur l'un des rares pourvoyeurs d'emplois formels (IHSI, 2022; CEPALC, 2021).

Cependant, cette importance économique masque une fragilité structurelle. La valeur ajoutée produite en Haïti demeure faible : les usines se limitent essentiellement à des activités d'assemblage, tandis que les matières premières, les équipements et une grande partie de la logistique sont importés. La sous-traitance textile est donc insérée dans des chaînes de valeur mondialisées où le pays occupe une position subalterne, dépendant des commandes extérieures et vulnérable aux fluctuations de la demande internationale (Paul, 2019).

Sur le plan social, le secteur est marqué par des conditions de travail précaires et faiblement rémunérées. Le salaire minimum, régulièrement contesté par les syndicats, ne suffit pas à couvrir le coût de la vie dans un contexte d'inflation persistante (BRH, 2016–2025). Les ouvriers, souvent des femmes jeunes, subissent des horaires longs, des conditions sanitaires difficiles et une absence quasi totale de protection sociale (Fatton, 2021). Cette faiblesse sociale alimente des tensions récurrentes, avec des

grèves et des manifestations qui révèlent la fragilité du « modèle » de croissance fondé sur la sous-traitance.

Enfin, la dépendance excessive à la sous-traitance textile pose un risque stratégique. L'économie haïtienne, faute de diversification, est vulnérable à toute modification des accords commerciaux ou à un retournement du marché international. L'absence d'efforts significatifs pour élargir la base industrielle ou pour renforcer les capacités locales de production empêche ce secteur de devenir un levier de transformation structurelle (CEPALC, 2021; FMI, 2022).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence), la sous-traitance textile illustre une contradiction majeure : elle génère des devises et des emplois, mais au prix d'une faible valeur ajoutée et de conditions sociales dégradées. L'État est confronté à un arbitrage impossible : soutenir la compétitivité du secteur en maintenant de bas salaires et des avantages fiscaux, ce qui entretient la pauvreté ; ou relever les standards sociaux et fiscaux, au risque de voir les investisseurs étrangers se retirer. Cette incompatibilité confirme que la sous-traitance, loin d'être un moteur autonome de développement, fonctionne comme un mécanisme de dépendance et de fragilisation sociale.

En définitive, la sous-traitance textile est à la fois un atout et une faiblesse : elle assure une insertion dans les échanges mondiaux et une source de devises indispensable, mais elle ne crée pas de dynamique cumulative de développement ni d'inclusion sociale. Tant qu'elle restera cantonnée à ce rôle de moteur d'exportations sans transformation structurelle, elle incarnera l'une des expressions les plus manifestes du régime d'incompatibilités structurelles de l'économie haïtienne.

4. Incompatibilité : politique sociale vs politiques productives

Le secteur réel de l'économie haïtienne, marqué par une productivité structurellement faible et une dépendance accrue aux flux externes, illustre un dilemme central de l'action publique : la contradiction entre la nécessité de répondre aux urgences sociales et celle de promouvoir une politique de production à long terme. Cette tension, qui traverse l'ensemble de la décennie 2016–2025, illustre de manière paradigmatique la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), selon laquelle l'État haïtien est contraint d'opérer des arbitrages impossibles entre des objectifs mutuellement exclusifs.

4.1. La prégnance des politiques sociales de court terme

L'une des caractéristiques majeures de la gouvernance économique haïtienne au cours de la période 2016–2025 est la prégnance des politiques sociales de court terme, conçues essentiellement comme des instruments de gestion de crise. Face à l'inflation persistante, à l'érosion du pouvoir d'achat et aux tensions sociales récurrentes, les autorités publiques ont eu recours à des mesures ponctuelles visant à atténuer les effets immédiats de la pauvreté, sans toutefois engager une transformation structurelle des conditions de vie. Ces politiques, bien que nécessaires pour éviter l'explosion sociale, se révèlent incapables de rompre avec les logiques de vulnérabilité et de dépendance qui structurent l'économie nationale.

Les exemples les plus emblématiques de ces réponses sociales sont les subventions aux produits pétroliers et alimentaires, les programmes ponctuels de distribution d'aide alimentaire, ainsi que les ajustements temporaires du salaire minimum (MEF, 2021; BRH, 2016–2025). Ces mesures permettent de contenir les revendications populaires et de maintenir un équilibre fragile entre l'État et la société. Toutefois, elles reposent sur une logique

de gestion de l'urgence et mobilisent des ressources budgétaires considérables, au détriment de l'investissement productif (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

Cette orientation de court terme traduit aussi une faible capacité institutionnelle à mettre en œuvre des politiques sociales structurelles. Faute de stratégies cohérentes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire ou du logement, l'action publique se réduit souvent à des programmes conjoncturels financés par des bailleurs ou par des réaffectations budgétaires ponctuelles. Cette fragmentation empêche la consolidation d'un véritable système de protection sociale et renforce la dépendance à l'aide internationale (Paul, 2019; Fatton, 2021).

Sur le plan économique, la prégnance de ces politiques sociales de court terme accentue les contradictions budgétaires. Les subventions et transferts, en absorbant une part importante des ressources fiscales, creusent le déficit public et alimentent l'endettement. Dans un contexte de recettes limitées (12–14 % du PIB), ces dépenses deviennent insoutenables, d'autant plus qu'elles ne génèrent pas de gains productifs durables (FMI, 2022; IHSI, 2022). Elles contribuent ainsi à la reproduction des déséquilibres macroéconomiques qu'elles sont censées atténuer.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), cette orientation de court terme illustre une incompatibilité fondamentale : répondre aux urgences sociales est indispensable pour maintenir la stabilité politique, mais cette réponse se fait au prix d'un affaiblissement de la discipline budgétaire et d'une marginalisation de l'investissement productif. À l'inverse, privilégier l'équilibre macroéconomique et l'investissement suppose de réduire ces dépenses sociales, au risque d'alimenter des tensions sociales ingérables. L'État est

donc pris dans un arbitrage impossible entre protection immédiate et transformation de long terme.

En somme, la prégnance des politiques sociales de court terme en Haïti révèle moins une stratégie de développement qu'une gestion permanente de l'urgence. Si elles constituent des mécanismes indispensables de survie, elles enferment les finances publiques dans un cycle de dépendance et de vulnérabilité, confirmant que les politiques sociales elles-mêmes sont traversées par un régime d'incompatibilités structurelles qui empêche leur articulation à une trajectoire de développement durable.

4.2. L'impératif de politiques productives

Face à la prégnance des politiques sociales de court terme et à leurs effets limités, l'économie haïtienne se trouve confrontée à un impératif majeur : mettre en œuvre des politiques productives capables de transformer l'appareil économique et de réduire la dépendance externe. L'amélioration du pouvoir d'achat et la réduction de la pauvreté ne peuvent être atteintes de manière durable que si elles s'appuient sur une base productive renforcée, permettant de créer des emplois stables, d'accroître la valeur ajoutée locale et d'élargir la base fiscale (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

Cet impératif découle d'une évidence structurelle : les politiques sociales sans politiques productives demeurent insoutenables. Les subventions et transferts absorbent une part croissante des ressources budgétaires, mais faute de croissance et d'élargissement de l'assiette fiscale, ils génèrent des déficits chroniques et alimentent la dépendance aux financements internationaux (FMI, 2022; MEF, 2021). À l'inverse, des politiques productives bien conçues — dans l'agriculture, l'énergie, l'industrie légère et les services à valeur ajoutée — pourraient enclencher un cercle vertueux : plus de production,

plus d'emplois, plus de recettes fiscales et donc une meilleure capacité de financement des politiques sociales.

Dans l'agriculture, l'impératif est de sortir du modèle de subsistance et de moderniser les techniques de production par des investissements dans l'irrigation, la mécanisation et la transformation agroalimentaire (IHSI, 2022; Paul, 2019). Dans l'énergie, la diversification vers les renouvelables constitue un levier indispensable pour réduire la dépendance au pétrole et sécuriser l'approvisionnement, condition sine qua non de tout développement productif (Banque mondiale, 2020). Dans l'industrie, la valorisation des filières locales et l'intégration progressive dans des chaînes de valeur régionales pourraient renforcer la résilience face aux chocs extérieurs et réduire la vulnérabilité de la sous-traitance textile (CEPALC, 2021).

Pourtant, la mise en œuvre de telles politiques productives se heurte à de multiples contraintes. Les ressources budgétaires limitées, la dépendance aux bailleurs et l'instabilité politique restreignent la capacité de l'État à planifier et financer des investissements stratégiques (Fatton, 2021). De plus, la pression sociale immédiate pousse les gouvernements à privilégier des mesures de court terme plutôt que des réformes structurelles, reproduisant ainsi le cycle de vulnérabilité.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), l'impératif de politiques productives illustre un arbitrage central : investir dans la production suppose de réduire la part des dépenses sociales immédiates, ce qui fragilise la stabilité politique ; maintenir ces dépenses de survie perpétue la stagnation productive et alimente la dépendance externe. L'État est donc confronté à un dilemme systémique entre survie immédiate et transformation de long terme.

Ainsi, l'impératif de politiques productives en Haïti ne peut être différé. Il constitue la seule voie possible pour dépasser la logique de court terme et inscrire l'économie dans une trajectoire de développement cumulatif et inclusif. Toutefois, leur mise en œuvre exige non seulement des ressources financières, mais aussi une volonté politique de rompre avec le régime d'incompatibilités, en articulant les politiques sociales à une véritable stratégie de transformation productive.

4.3. Un cercle vicieux de dépendance et de fragilité

Les finances publiques et les politiques sociales et productives en Haïti sont prises dans un cercle vicieux de dépendance et de fragilité, qui traduit l'incapacité de l'État à transformer les réponses de court terme en leviers de développement durable. Cette dynamique s'exprime par une reproduction systématique des déséquilibres : les urgences sociales exigent des dépenses immédiates qui creusent le déficit ; le déficit accroît la dépendance aux financements externes ; la dépendance limite la souveraineté des choix publics et empêche toute réallocation stratégique vers la production ; l'absence de production locale renforce la dépendance aux importations, laquelle alimente l'inflation et accroît à nouveau la pression sociale.

La première manifestation de ce cercle vicieux réside dans la dépendance alimentaire et énergétique. Les subventions aux produits pétroliers et alimentaires, mises en œuvre pour contenir les tensions sociales, absorbent une part croissante du budget (MEF, 2021; BRH, 2016–2025). Mais en réduisant les marges pour l'investissement productif, elles perpétuent la dépendance aux importations, ce qui fragilise la balance des paiements et accentue la vulnérabilité de la gourde (FMI, 2022; CEPALC, 2021).

La deuxième manifestation est liée à la dépendance financière. Pour combler ses déficits chroniques, l'État recourt massivement

aux financements externes, concessionnels ou non. Or, ces financements s'accompagnent de conditionnalités qui imposent des politiques d'austérité, limitant encore davantage la capacité de l'État à investir dans la transformation productive (Banque mondiale, 2020; Paul, 2019). L'aide, censée soutenir le développement, devient ainsi un mécanisme de reproduction de la fragilité institutionnelle et économique.

La troisième manifestation touche à la fragilité sociale et politique. L'incapacité de l'État à répondre durablement aux besoins fondamentaux alimente l'instabilité et les mobilisations populaires. L'insécurité croissante et les blocages institutionnels réduisent à leur tour la capacité de l'État à exécuter ses projets et à mobiliser des ressources internes (Fatton, 2021). La spirale est alors complète : les urgences sociales appellent des réponses budgétaires immédiates, qui accroissent les déséquilibres macroéconomiques et réduisent la capacité de transformation structurelle.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), ce cercle vicieux illustre la nature systémique des arbitrages impossibles. L'État haïtien est contraint de choisir entre stabilité sociale, discipline budgétaire et développement productif, mais aucun de ces choix ne peut être pleinement satisfait sans en compromettre un autre. Cette logique de contradictions empêche la mise en place d'une cohérence globale et enferme l'économie dans une reproduction permanente de la fragilité.

Le cercle vicieux de dépendance et de fragilité n'est pas une fatalité conjoncturelle, mais une caractéristique structurelle du régime économique haïtien. Tant que les choix publics ne seront pas refondés autour d'une logique de compatibilités construites — articulant justice sociale, discipline macroéconomique et transformation productive —, le pays restera prisonnier de ce

cycle, incapable de sortir de l'urgence permanente et d'engager une trajectoire de développement souverain et durable.

4.4. Une incompatibilité structurelle

L'articulation entre politiques sociales et politiques productives en Haïti révèle une incompatibilité structurelle qui dépasse les aléas conjoncturels et traduit un blocage profond de la gouvernance économique. Loin de constituer deux volets complémentaires, ces politiques apparaissent comme des logiques contradictoires, où la satisfaction de l'une compromet la réalisation de l'autre. Cette incompatibilité est au cœur de la crise de l'État haïtien, incapable de transformer les efforts de protection sociale en leviers de productivité, ni d'ancrer la croissance dans un cadre inclusif et équitable.

La première dimension de cette incompatibilité se manifeste dans la répartition budgétaire. Les dépenses sociales, en particulier les subventions et les transferts, absorbent une part importante des ressources publiques (MEF, 2021). Elles répondent à une nécessité indiscutable : contenir les revendications sociales, atténuer l'impact de l'inflation et maintenir un minimum de stabilité politique (IHSI, 2022; BRH, 2016–2025). Cependant, en limitant les marges de manœuvre de l'État, elles réduisent les possibilités d'investissements productifs dans l'agriculture, l'énergie ou l'industrie, qui sont pourtant indispensables pour renforcer la base économique nationale (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

La deuxième dimension est macroéconomique. Les politiques sociales de court terme, financées par la création monétaire ou par l'endettement externe, contribuent à accentuer l'inflation et à alourdir le service de la dette (FMI, 2022). Or, cette dynamique réduit encore davantage la compétitivité de l'économie et compromet la soutenabilité budgétaire, rendant plus difficile le financement de projets productifs à long terme. Ainsi, la réponse

aux urgences sociales se fait au prix d'un affaiblissement des conditions macroéconomiques nécessaires à la production.

La troisième dimension est sociale et politique. L'absence de politiques productives robustes entretient la pauvreté et l'inégalité, ce qui accroît la pression pour davantage de dépenses sociales. Ce cercle vicieux renforce la dépendance aux bailleurs de fonds internationaux, dont les conditionnalités imposent une discipline budgétaire incompatible avec une véritable stratégie de développement endogène (Paul, 2019; Fatton, 2021). De ce fait, l'État haïtien oscille entre répondre aux urgences sociales et se soumettre aux injonctions externes, sans parvenir à construire une cohérence nationale.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), cette situation illustre parfaitement un régime d'arbitrages impossibles : protéger la population par des dépenses sociales fragilise la soutenabilité macroéconomique et empêche l'investissement productif ; privilégier la production réduit la capacité de l'État à répondre aux urgences sociales, menaçant la stabilité politique. Aucune des options disponibles ne permet de concilier simultanément justice sociale, soutenabilité financière et transformation économique.

En somme, l'incompatibilité entre politiques sociales et politiques productives ne relève pas seulement d'une faiblesse institutionnelle ou de choix conjoncturels, mais d'une contradiction structurelle au cœur du modèle haïtien. Tant que cette incompatibilité ne sera pas dépassée par une refondation des choix publics articulant inclusion sociale et transformation productive, l'économie haïtienne restera enfermée dans une logique de survie, incapable de bâtir une trajectoire de développement cohérente et souveraine.

4.5. Vers une reconfiguration des politiques publiques

L'analyse des contradictions entre politiques sociales de court terme et impératif de politiques productives conduit à envisager la nécessité d'une reconfiguration profonde des choix publics en Haïti. L'enfermement du pays dans un régime d'incompatibilités structurelles n'est pas une fatalité : il résulte de choix budgétaires et institutionnels façonnés par la dépendance externe, la faiblesse fiscale et l'instabilité politique. Dépasser ce cadre suppose d'articuler de manière nouvelle les impératifs de protection sociale, de discipline macroéconomique et de transformation productive, afin de construire des compatibilités durables.

La première orientation de cette reconfiguration doit consister à réorienter les politiques sociales. Celles-ci ne peuvent plus se limiter à des subventions ponctuelles ou à des transferts d'urgence, qui absorbent une part croissante des ressources publiques tout en alimentant l'inflation (MEF, 2021; FMI, 2022). Elles doivent être repensées comme des investissements sociaux, ciblés sur l'éducation, la santé, la protection sociale et l'accès aux services de base, avec un objectif d'inclusion et de réduction durable des inégalités (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

La deuxième orientation consiste à mettre en œuvre de véritables politiques productives stratégiques. Il s'agit de dépasser la logique d'une ouverture commerciale non maîtrisée et de renforcer les secteurs capables de générer de la valeur ajoutée et des emplois. L'agriculture, l'énergie et l'industrie légère doivent constituer des priorités, non pas isolément, mais dans une vision intégrée, articulant sécurité alimentaire, souveraineté énergétique et diversification productive (IHSI, 2022; Paul, 2019). Ces politiques productives nécessitent une mobilisation accrue des ressources internes, mais aussi une négociation avec les partenaires internationaux pour réduire la dépendance aux conditionnalités externes.

La troisième orientation doit porter sur la réforme de la gouvernance institutionnelle. L'instabilité chronique et la fragmentation des politiques publiques empêchent la mise en œuvre d'une stratégie de long terme. La reconfiguration des choix publics exige donc un renforcement de la planification, de la transparence budgétaire et de la coordination interinstitutionnelle. Elle suppose également une nouvelle articulation entre l'État, la société civile et le secteur privé, afin de créer un consensus national sur les priorités de développement (Fatton, 2021).

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence), la reconfiguration des politiques publiques peut être comprise comme une tentative de transformer des arbitrages impossibles en compatibilités construites. En articulant protection sociale, discipline macroéconomique et transformation productive dans une stratégie cohérente, il devient possible de dépasser le cercle vicieux de dépendance et de fragilité. Une telle transformation ne peut être immédiate, mais elle représente la condition nécessaire pour rompre avec la logique de survie et inscrire le pays dans une trajectoire de développement souverain et inclusif.

En définitive, aller « vers une reconfiguration des politiques publiques » signifie repenser l'État non pas comme un gestionnaire de crises successives, mais comme un acteur stratégique capable de construire des équilibres nouveaux entre le social, le macroéconomique et le productif. C'est à ce prix seulement que l'Haïti pourra dépasser l'impasse actuelle et transformer son régime d'incompatibilités structurelles en un projet de compatibilités partagées, au service de la cohésion sociale et du développement durable.

Conclusion du Chapitre 6

L'analyse du secteur réel haïtien sur la période 2016–2025 met en évidence les fondements structurels de la stagnation économique et de la fragilité sociale. L'examen des indices de production, des dynamiques sectorielles et des études de cas démontre que l'économie haïtienne repose sur un appareil productif limité, faiblement compétitif et de plus en plus dépendant de facteurs externes. L'agriculture, pilier traditionnel de l'économie et principal employeur, demeure prisonnière d'un modèle de subsistance, incapable de répondre aux besoins alimentaires du pays ni de générer des excédents exportables. L'industrie, réduite à des niches de sous-traitance textile, ne parvient pas à enclencher un processus de diversification et de montée en gamme. Le secteur des services, en expansion, reflète davantage la dépendance aux transferts de la diaspora et aux importations qu'une dynamique endogène de création de richesses.

La productivité globale, en stagnation, est au cœur de cette problématique. La faiblesse des investissements en infrastructures, la dégradation du capital humain et la vulnérabilité face aux chocs externes expliquent l'incapacité à enclencher un cercle vertueux de croissance. Cette productivité atone se traduit par une faible croissance du PIB, en moyenne inférieure à 1 % sur la décennie, très en deçà des besoins d'une économie marquée par une croissance démographique soutenue. Le résultat est une aggravation de la pauvreté et du chômage, ainsi qu'une accentuation des inégalités entre une minorité insérée dans les circuits internationaux et une majorité dépendante d'activités précaires et informelles.

Le rôle des transferts de la diaspora, représentant plus de 30 % du PIB, illustre un autre paradoxe : ces flux financiers massifs soutiennent la consommation et amortissent les crises sociales, mais ne sont pas transformés en investissements productifs. Ils

contribuent ainsi à stabiliser la demande à court terme, tout en renforçant la dépendance aux importations et le déficit commercial. Cette contradiction incarne parfaitement la logique d'incompatibilité des choix publics : satisfaire la consommation immédiate grâce à une ressource externe retarde la transformation structurelle indispensable au développement.

Les études de cas sur l'agriculture, l'énergie et la sous-traitance textile ont mis en lumière la récurrence de dilemmes insolubles. Dans l'agriculture, protéger les consommateurs urbains par l'importation de denrées bon marché fragilise les producteurs locaux et creuse le déficit commercial. Dans l'énergie, subventionner les carburants soutient le pouvoir d'achat, mais aggrave le déficit budgétaire, tandis que leur suppression déclenche des émeutes sociales. Dans la sous-traitance textile, l'intégration dans l'économie mondiale génère des devises, mais au prix d'une spécialisation appauvrissante et sans perspectives d'industrialisation autonome. Ces cas illustrent une même dynamique : toute politique publique produit des effets immédiats positifs sur un front, mais engendre, en retour, des coûts insoutenables sur d'autres dimensions.

Ainsi, le secteur réel apparaît comme le théâtre où se cristallisent les incompatibilités structurelles de l'action publique en Haïti. Les politiques sociales de court terme, indispensables pour contenir la pauvreté et préserver la stabilité sociale, entravent la mise en place de politiques productives de long terme. Les efforts pour soutenir la production locale se heurtent aux contraintes budgétaires, à l'ouverture internationale et aux conditionnalités imposées par les bailleurs. Dans ce contexte, l'État haïtien demeure enfermé dans une logique de survie, incapable de dégager une stratégie de développement cohérente et cumulative.

La conclusion principale de ce chapitre est que la stagnation du secteur réel haïtien n'est pas simplement le résultat d'un manque

de ressources ou d'une mauvaise gouvernance ponctuelle : elle reflète une incompatibilité structurelle des choix publics, qui empêche de concilier équité sociale, discipline macroéconomique et investissement productif. En d'autres termes, l'économie réelle haïtienne est moins paralysée par l'absence de potentiel que par l'incapacité à transformer ce potentiel en dynamique de développement cohérente.

Cette impasse prépare logiquement l'analyse du secteur externe et des déséquilibres de la balance des paiements, objet du Chapitre 7. C'est dans les relations commerciales, financières et monétaires avec le reste du monde que se matérialisent de manière encore plus visible les contradictions de l'économie haïtienne : une dépendance massive aux importations, une vulnérabilité aux chocs internationaux et une insertion internationale dominée par la logique de dépendance.

Conclusion de la Partie II

L'exploration empirique de la décennie 2016–2025, à travers l'examen du secteur monétaire et bancaire, des finances publiques et du secteur réel, met en lumière l'ampleur des déséquilibres structurels qui paralysent l'économie haïtienne. Les données issues des fascicules *Économie en Graphes*, des rapports du MEF, de l'IHSI et des institutions internationales confirment que l'économie haïtienne n'évolue pas dans un cadre de déséquilibre conjoncturel temporaire, mais dans un régime de déséquilibre permanent.

Au niveau du secteur monétaire et bancaire, l'analyse a révélé une expansion monétaire alimentée par le financement des déficits publics, une dollarisation persistante qui fragilise la souveraineté monétaire et une inflation chronique qui érode le pouvoir d'achat des ménages. Les rigidités des taux d'intérêt et les distorsions du crédit illustrent l'impossibilité de concilier stabilité financière et financement de l'économie réelle. Ici, l'incompatibilité entre politique monétaire restrictive et besoins de développement s'est affirmée comme un dilemme central.

Du côté des finances publiques, la faiblesse chronique des recettes fiscales, la rigidité des dépenses de fonctionnement et la dépendance aux financements extérieurs ont généré un déficit budgétaire récurrent et un endettement croissant. L'investissement public, au lieu de jouer un rôle moteur dans la croissance, a été comprimé, dépendant de ressources externes volatiles et conditionnées. La trajectoire budgétaire illustre parfaitement une incompatibilité fondamentale : toute tentative de respecter l'équilibre budgétaire compromet le financement du développement, tandis que toute politique de relance budgétaire accentue le déficit, alourdit la dette et alimente l'inflation.

L'examen du secteur réel a mis en évidence la faiblesse persistante de la productivité et la fragilité des structures productives. L'agriculture demeure confinée à un modèle de subsistance, l'industrie se réduit à une sous-traitance textile à faible valeur ajoutée, et le tertiaire, en croissance, repose largement sur la consommation alimentée par les transferts de la diaspora. Ces tendances traduisent un déséquilibre profond : le tissu productif est incapable de soutenir la demande interne, d'absorber la main-d'œuvre et de réduire la dépendance aux importations. Le paradoxe haïtien se révèle dans toute sa force : une société alimentée par des flux financiers externes massifs, mais incapable de les convertir en dynamique endogène de développement.

La lecture empirique proposée dans cette deuxième partie conduit à une conclusion centrale : les déséquilibres macroéconomiques haïtiens ne relèvent pas d'erreurs conjoncturelles ou de crises ponctuelles, mais d'une configuration structurelle où les choix publics sont enfermés dans une logique d'incompatibilités. D'un côté, l'impératif de stabilité macroéconomique — exigé par les bailleurs et indispensable à la crédibilité internationale. De l'autre, l'urgence sociale et la nécessité de financer des politiques productives pour sortir de la stagnation. Entre les deux, l'État haïtien, pris en étau, ne dispose pas de marges de manœuvre suffisantes pour dépasser ces contradictions.

Cette partie a ainsi montré que l'économie haïtienne évolue dans un espace de contraintes simultanées et irréconciliables : discipline budgétaire vs développement social, stabilité monétaire vs financement de l'économie, ouverture commerciale vs protection de la production locale, consommation immédiate vs investissement productif. Ces incompatibilités, loin d'être abstraites, se traduisent concrètement dans l'érosion du pouvoir d'achat, la contraction des investissements publics, la fragilisation

des producteurs agricoles, l'instabilité budgétaire et la dépendance croissante aux financements extérieurs.

En définitive, la décennie 2016–2025 confirme que la stagnation économique et sociale d'Haïti n'est pas le résultat d'un déficit de potentiel, mais d'un déficit de cohérence dans les choix publics, piégés dans des arbitrages impossibles. L'étape suivante consiste à dépasser cette lecture empirique pour envisager, dans la Partie III, les conditions théoriques et pratiques de sortie de l'impasse, à travers la construction de choix publics compatibles et la refondation d'une souveraineté économique ajustée.

Bibliographie

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2013). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. Phoenix: Crown Business.

Banque mondiale. (2020). *Haiti Overview*. Washington, DC: World Bank Group.

BRH. (2016–2025). *Économie en Graphes*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

BRH. (2021). *Rapport Annuel*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

Cardoso, F. H., & Faletto, E. (1979). *Dependency and Development in Latin America*. California: University of California Press.

- CEPALC. (2021). *Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2021*. New York: Nations Unies.
- Dos Santos, T. (1970). The Structure of Dependence. *American Economic Review*, 60(2), 231–236. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/1815811>
- Dubois, L. (2012). *Haiti: The Aftershocks of History*. New York: Metropolitan Books.
- Dupuy, A. (2014). *Haiti: From Revolutionary Slaves to Powerless Citizens*. London: Routledge.
- Escobar, A. (2011). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Evans, P. (2010). *The challenge of 21st century development: Building capability-enhancing states*. New York: United Nations Development Programme.
- Fanon, F. (2004). *Les Damnés de la Terre*. Paris: La Découverte.
- Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Boulder: Lynne Rienner Publishers Inc.
- Fatton, R. (2021). *The Guise of Exceptionalism: Unmasking the National Narratives of Haiti and the United States*. New Brunswick: Rutgers University Press.

- FMI. (2020). *Haiti: Staff Report for the 2020 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- FMI. (2022). *Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- Frank, A. G. (1967). *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*. New York: Monthly Review Press.
- Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago Press.
- Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- Friedman, M., & Schwartz, A. J. (1963). *A Monetary History of the United States, 1867–1960*. Princeton: Princeton University Press.
- Girvan, N. (2008). Globalization and counter-Globalization in the caribbean. Dans H. (. Veltmeyer, *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order?* (pp. 1-15). London: Routledge.
- Hirschman, A. O. (1958). *The Strategy of Economic Development*. New Haven: Yale University Press.

- IHSI. (2022). *Comptes économiques et indices de production*. Port-au-Prince: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
- Jerven, M. (2013). *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*. New York: Cornell University Press.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- MEF. (2018). *Rapport sur les finances publiques*. Port-au-Prince: Ministère de l'Économie et des Finances.
- MEF. (2021). *Rapport sur la situation macroéconomique et les perspectives*. Port-au-Prince: Ministère de l'Économie et des Finances.
- Mundell, R. A. (1963). Capital Mobility and Stabilization Policy under Fixed and Flexible Exchange Rates. *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(4), 475–485. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/139336>
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Orozco, M., & Jewers, M. (2019). *The impact of migrants' remittances and investment on rural youth*. Washington,

DC: Inter-American Dialogue. Récupéré sur www.ifad.org/ruraldevelopmentreport

Paul, C. (2019). *État, gouvernance et dépendance internationale en Haïti*. Paris: Karthala.

Prebisch, R. (1950). *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*. New York: United Nations.

Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles externalités locales ?* Schoelcher: Université des Antilles - Laboratoire CEREGMIA.

Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.

Providence, C. (2025a). *Territoire en mouvement : Repenser le développement pour un avenir durable en Haïti*. Paris: L'Harmattan.

Providence, C. (2025b). *Le pouvoir du diagnostic territorial : Repenser le développement et la gouvernance en Haïti à partir des territoires*. Paris: L'Harmattan.

Rodrik, D. (2007). *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions and Economic Growth*. Princeton: Princeton University Press.

Said, E. (1978). *Orientalism*. New York: Pantheon Books.

- Sen, A. (2001). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Trouillot, M.-R. (2000). *Haiti: State against Nation. The Origins and Legacy of Duvalierism*. New York: Monthly Review Press.
- UNESCO. (2021). *Global Education Monitoring Report: Central America and the Caribbean*. Paris: UNESCO.
- Wallerstein, I. (2011). *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. California: University of California Press.